MAIRIE DE LAUZERTE

Compte-rendu sommaire de la réunion du conseil municipal du 12 février 2015

L'an deux mille quinze et le 12 février à 20 h 30, le Conseil Municipal de LAUZERTE régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. le Maire, Jean Claude GIORDANA.

Monsieur le Maire fait l'appel des présents :

Etaient présents : Mmes BOILLON, CHAMBON, DELTEIL, DENIS, GUICHARD, PARDO, TAURAN,
Mrs AUNAC, BEZY, GERVAIS, GIORDANA, JOFRE, MAITRE, PIERASCO.

Procuration : Mme MILLS à M. GIORDANA

Secrétaire : Hugues GERVAIS

Le compte rendu du 22 janvier 2015 est adopté.

1) Signature convention tripartite Tarn et Garonne Habitat (TGH)/ Mme ROUZEAUD

Monsieur le Maire informe le conseil que dans le cadre de la construction du bâtiment des logements sociaux et du local communal situé au Foirail et suite à la démolition de l'ancien bâtiment, le terrain adjacent de Mme ROUZEAUD se trouve déstabilisé.

Il propose la signature d'une convention pour fixer les conditions convenues entre les parties, à savoir :

- Mme ROUZEAUD renonce à la clause « non aedificandi » pour le débord de toiture.
- TGH s'engage à construire un muret de soutènement entre la parcelle sous bail commune et celle de Mme ROUZEAUD.
- TGH s'engage à installer des garde-corps sur les balcons des logements du côté de Mme ROUZEAUD afin d'éviter les chutes et intrusions.
- Les travaux sont entièrement financés par TGH.

Le conseil municipal à l'unanimité accepte la proposition de M. le Maire et l'autorise à signer la convention.

2) Subventions aux associations – Année 2015

M. le Maire propose au conseil municipal de verser une subvention de 750,00 € à l'Association Office du Tourisme de Lauzerte pour l'année 2015. **Votée à l'unanimité**

3) Gîte d'étape

L'office du Tourisme dépendant de la communauté de communes ne peut pas gérer le gîte d'étape. M. le Maire propose au conseil municipal de louer le bâtiment pour un contrat de courte durée. Le locataire reprendra la gestion en son nom propre.

Le conseil municipal, à l'unanimité décide de fixer un loyer de 350,00€ par mois pour une durée de 7 mois et charge M. le Maire de toutes les formalités nécessaires.

4) Travaux d'éclairage Stade - Demande de subventions

M. le Maire informe le conseil municipal que les travaux d'éclairage du stade de foot vont être réalisés. Il précise que la Fédération Française de Football (FFF) subventionne ces équipements jusqu'à 25 %, plafonné à 15 000 €. Les travaux sont estimés à 45 186,38 € HT (54 223,66 € TTC).

Plan de financement proposé :

- FFF :	11 296,50 €
- Conseil Général :	24 852,30 €
- Fond propre :	9 037,20 €

Le conseil municipal, à l'unanimité accepte la proposition de M. le Maire et le plan de financement.

5) Revitalisation Centre-Bourg : création d'un emploi permanent de catégorie A

M. le Maire propose d'inscrire à compter du 1^{er} avril 2015 au tableau des emplois annexé au budget 2015 un poste de chef de projet, temps de travail hebdomadaire : 35h.

La rémunération de l'emploi sera calculée sur la base de l'indice brut 966. Le contrat est prévu pour 3 ans.

3 candidats ont déjà postulé.

L'emploi sera subventionné à 70% par l'Etat, rémunéré à 10% par la Communauté de Communes. Reste à la commune 20%.

Financement du matériel (téléphone, ordinateur, véhicule...) à convenir avec la Communauté de Communes.

Le conseil municipal, à l'unanimité autorise M. le Maire à créer cet emploi dans les conditions précitées.

6) Suppression de postes

M. le Maire expose au conseil municipal qu'en raison du changement de grade de certains agents, il convient de revoir leurs postes. Il indique que conformément à la réglementation en vigueur, il est dans un premier temps nécessaire de supprimer les postes actuels, puis de créer les emplois permanents nécessaires.

Le conseil municipal, à l'unanimité adopte la proposition de M. le Maire pour la suppression des postes suivants :

- A compter du 1^{er} janvier 2015 : 1 agent de maîtrise (35h)
- A compter du 5 juillet 2015 : 1 agent spécialisé principal 2^{ème} classe (école maternelle) (32h)

7) Création de postes suite à changement de grade

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Considérant qu'il est de droit nécessaire de créer 2 nouveaux postes :

- 1 agent de maîtrise principal services techniques (35h)
- 1 agent spécialisé principal 1^{ère} classe (ATSEM école maternelle) (32h)

Le conseil municipal, à l'unanimité accepte les propositions ci-dessus dans les conditions précitées,

8) Remboursement de frais aux élus

M. le Maire demande aux élus de joindre des justificatifs pour les demandes de remboursement de frais de déplacement pour des missions bien précises hors du territoire de la commune.

Le conseil municipal, à l'unanimité accepte ces propositions.

Questions diverses :

- **M. JOFRE** fait état de l'avancée des travaux communaux :

- Immeuble ROUZEAUD : un devis est demandé pour les égouts à aménager sur la propriété ROUZEAUD (découverte d'un puits lors des fondations).

- Remplacement des conduites d'eau potable : un mur de soutènement est tombé rue de la Brèche, un devis est demandé. Du matériel plus léger sera désormais utilisé, ralentissant l'avancée des travaux et en augmentant le coût.

- **M. AUNAC** signale la présence de sangliers en bordure de village. Les chasseurs organisent une battue le 28 février pour les déloger. Pour éviter leur retour, il est demandé aux propriétaires de nettoyer leurs terrains (ronces). Pour mémoire, les propriétaires sont tenus par la loi d'entretenir leurs parcelles afin d'éviter tout risque d'incendie.

Questions du public :

- **M. PARDO** demande la raison de l'arrêté de péril sur la Maison Camoin.

Monsieur le Maire explique la situation et ajoute qu'un expert préconise au propriétaire de couvrir la tour.

La séance est levée à 22 heures.